

DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT

CTPL du 8 octobre 2009

Monsieur le Président, je souhaite débiter cette intervention liminaire en revenant sur la **situation générale** actuelle et notamment **les annonces du 1^{er} ministre sur le budget 2010**, qualifié de budget pour la reprise.

En fait les choix opérés s'inscrivent dans la continuité rigoureuse de ceux des années précédentes, des choix qui ont nourri la crise.

Les seuls gagnants sont les entreprises et les titulaires de revenus financiers. Les entreprises se voient gratifiées d'aides supplémentaires notamment au travers de la suppression de la taxe professionnelle. Cette dernière mesure va leur rapporter 12 milliards d'euros de plus. Les contribuables les plus fortunés continueront à profiter du bouclier fiscal leur permettant de réduire leurs impôts. Pour leur part, les financiers vont empocher 42,5 milliards d'euros au titre de l'intérêt de la dette de l'Etat.

A l'inverse, les ménages vont payer la taxe carbone, l'augmentation du forfait hospitalier, les médicaments qui ne seront plus remboursés. Les indemnités journalières accidents du travail pourraient devenir imposables sur la base d'un amendement parlementaire annoncé.

François FILLON en profite pour réduire les dépenses utiles aux services publics. **34 000 postes seront supprimés**, dont 16 000 dans la seule Education Nationale.

Pour la CGT, il n'y a pas de « mur de la dette publique » mais une dégradation des comptes publics et sociaux qui s'explique avant tout par la faiblesse de l'emploi et de l'activité économique et par les choix du gouvernement qui privilégient les détenteurs de capitaux et les ménages fortunés.

Pour améliorer les comptes sociaux et publics, il faut avant tout **relancer l'emploi et l'activité économique**.

Je vous rappelle que **la CGT condamne clairement la politique actuelle de suppressions de dizaines de milliers d'emplois**, elle n'a d'ailleurs pas siégé lors du CTPL du début d'année sur cette question.

Elle n'a pas non plus cautionné la décision locale d'implantation par 1/2 emploi .

Elle intervient pratiquement à chaque réunion pour dénoncer les conséquences des suppressions sur les conditions de travail et sur la qualité du service public rendu.

Elle a encore pu en mesurer les effets mi septembre lors **des heures d'information**. Si la période n'était pas la meilleure pour la participation des agents , nous avons pu nous rendre compte de la dégradation de la situation et du découragement des personnels.

Les responsables et les agents ont fait part des problèmes d'effectifs insuffisants, d'emplois vacants, de non remplacement des départs en retraite ou en mutation alors que les charges de travail ne diminuent pas, voire augmentent sur certains postes.

La mise en place au 1er septembre du guichet fiscal unique (GFU), cher au ministre du budget et devant permettre au contribuable d'avoir les réponses à ses questions en un seul lieu est mal vécue par des personnels en nombre insuffisant et qui manquent de formation.

Au SIP de Sens au delà de la question des **effectifs** qui sont fluctuant (- 5 agents d'assiette notamment en mai 2009, plusieurs départs en retraite prévus au 1^{er} trimestre 2010 pour le recouvrement) **le point noir est celui de l'accueil**. Tous les jours depuis l'ouverture du SIP le 1er avril 2009, le nombre de contribuables qui patientent est très important. Pour exemple, le 14 septembre, tous les sièges étaient occupés en continu (avec plus de contribuables pour des renseignements que pour payer leurs impôts, malgré l'échéance : crise oblige !)

Les décisions gouvernementales, prises sans concertation et mises en œuvre sans personnel supplémentaire, alors que les agents doivent faire les aménagements de délais dans SISPEO qui étaient prévu comme automatique, alors qu'un certain nombre de contribuables n'en veulent pas car les délais déborderont sur 2010 et leurs nouvelles mensualités. Cela a été fait sans avoir pris l'avis préalable des contribuables ce qui entraîne de nombreuses réclamations et n'aide vraiment pas les agents à rendre un service public de qualité.

Côté moyens matériels, ce n'est pas mieux : **une seule imprimante** trône au recouvrement pour faire tout ; cela entraîne attente, obligation de prévenir que l'on veut imprimer, de prendre son tour.... Et vue la quantité des impressions réalisées, la question de ce qu'il adviendra en cas de panne se pose sérieusement.

Je rappelle aussi l'inconvénient maintes fois signalé du guichet « caisse et comptabilité » au rez-de-chaussée et du service « comptabilité » à l'étage. Le caissier, constamment sollicité par les contribuables n'est pas disponible pour renseigner au téléphone ; et même lorsque l'agent du recouvrement descend pour régler des questions comptables, c'est l'attente ... Attente préjudiciable pour l'ensemble du service public comme pour les usagers.

Mais nous n'avons pas encore vu de statistiques sur le temps d'attente moyen du contribuable à certaines périodes. Sans doute parce qu'on risquerait de voir que la fameuse « fusion impôts - trésor » est loin d'avoir atteint son objectif d'amélioration de l'accueil des contribuables.

J'ai pu constater aussi **la pente des sols** , l'agent qui se lève de son fauteuil voit celui-ci se déplacer tout seul à certains moments suivant la position des roulettes. Je pense que cela est dangereux et certainement pas bon pour la colonne vertébrale.

Les agents m'ont signalé que :

- les problèmes matériels liés à la gestion du Personnel notamment le suivi des congés et du pointage par le système AGORA (système des Impôts non prévu et non compatible avec celui de la CP dont ils dépendent pour partie) non installé sur leurs micros alors que le dépôt des congés, des absences et leur suivi doit se faire par ce biais.
- ajouter à cela le fait qu'ils ne puissent pas avoir accès à d'autres applications qui fonctionnaient avant leur installation au SIP : telle l'obtention en RAR, par RAHIST de l'historique des informations comptables et les bordereaux de situation des contribuables.

- et pour couronner le tout, le fait qu'ils soient sur 2 étages différents pour la comptabilité et renseigner les gens c'est le bazar : ils passent leur temps dans le couloir et les escaliers pour un oui et pour un non, pour courir après les signatures (le moindre papier doit être signé : c'est pire et plus bureaucratique qu'avant), pour demander un avis ou tout bonnement pour essayer de joindre le ou la collègue ...
- que les contribuables de Rosoy auparavant rattachés à Sens qui ont une mensu , n'ont pas eu leurs impôts rattachés automatiquement suite à la fin de la fusion des deux communes ce qui entraîne de nombreux rattachements manuels
- que le transfert de l'ISF sans personnel supplémentaire a pris environ un mois de travail

Ils souhaitent une confirmation : pour les PPE, les aides à la mobilité du Pole Emploi les personnes sont supposées percevoir les lettres chèques dans n'importe quelle trésorerie, ce n'est pas réservé au SIP.

SIP de Tonnerre : un bilan rapide

L'agent de recouvrement et la caisse sont au rez-de-chaussée et les services d'assiette en haut.

Chacun fait son métier , même si des aides ponctuelles notamment quand l'agent du recouvrement est absente (temps partiel 80%) ou à l'inverse quand il y a des besoins en secteur d'assiette .

Un point positif a été signalé : la proximité permet un meilleur traitement du dossier du contribuable.

Par contre il semblerait qu'il y ait encore **des travaux** démolissants ce qui vient d'être fait , si je ne me trompe pour l'accueil professionnel au 1er étage , c'est encore un gaspillage de fonds public .

Non utilisation de **l'application Gaia** par les collègues ex-DGI faute de formation et de disponibilité.

Signalétique de l'accueil insuffisante:

-coté caisse collectivités locales il n'y a pas de matérialisation suffisante pour respecter la confidentialité.

-Matérialisation insuffisante pour guider les usagers entre accueil fiscal qui se trouve trois marches au dessus du hall d'entrée et accueil collectivités locales de plein pied, d'autant plus que la banque du SIP est très haute: les usagers ne distinguent pas la personne assise derrière la banque, conséquence: le premier accueil se fait coté caisse collectivités locales, et la caissière qui a d'autres tâches que la caisse, est sans cesse déranger dans son propre travail.

Par ailleurs le **standard téléphonique** est commun aux deux services et les usagers sont souvent diriger coté gestion publique pour un problème fiscal(encombrement, absence coté fiscal....) d'ou mécontentement de l'utilisateur qui ne comprend pas que l'on ne puisse pas répondre à ces questions lors de ces transferts d'appel.

Surcharge générale de travail pour tout le monde pour pallier aux absences de la caissière collectivités locales non remplacée par l'équipe de remplacement.

A la **Trésorerie d'Auxerre** la situation des effectifs est aussi très préoccupante et la dégradation remonte à la fusion , nous avions à l'époque condamné cette fusion et aussi la suppression de deux emplois de catégorie A comptables (Seignelay et Auxerre Banlieue) et d'un emploi de catégorie B (l'agent avait du aller à la TG à l'époque) et malheureusement le quotidien vécu par les agents nous donne raison.

Lors d'un précédent CTPL j'avais déposé **une pétition signée par les personnels** du poste, mais malheureusement, il n'en a pas été tenu compte. Il aurait fallu anticiper la fusion et donner les moyens, au moins quelques temps pour l'absorber dans de bonnes conditions. Les mouvements de personnels depuis en aggravent sûrement les conséquences. Les agents sont découragés et ce n'est pas une n-ième réorganisation qui peut suffire à récupérer le retard. Et de plus on leur demande de mettre en œuvre le GFU, GAIA !

Le GFU n'était pas prévu dans l'ORE , même si l'application fonctionne , que son utilisation n'est pas compliquée , le traitement intégral d'un dossier demande beaucoup de temps ... avec la recherche du débiteur et les documents à scanner. Pas encore de statistiques sur le temps supplémentaire , bien sûr .

Nous souhaitons indiquer qu'une fois de plus, la communication tardive des documents préparatoires ne nous a pas permis de préparer correctement et collectivement ce CTPL, notamment sur des points importants comme l'exécution du budget , la formation professionnelle. Nous prévenons que c'est la dernière fois que nous participons dans ces conditions.

Nous avons déjà évoqué **le DOS** lors du dernier CTPL début septembre , pouvez vous nous donner une actualisation précise de la situation dans le département.

En questions diverses la CGT souhaite revenir sur l'absentéisme , la situation de la cadre A de l'Isle sur Serein , de l'avenir du service TG de la dépense et de la T de Brienon.